

Texte adressé au journal Nice-Matin dans le cadre du droit de réponse que lui a accordé ce journal à la suite de la publication dans ses colonnes d'un communiqué de la présidente locale de la LDH s'indignant de la décision de la mairie de Cannes de donner à un square le nom du général Bigeard.

Connaissant l'entêtement particulier des amateurs de légendes noires, peut-on être surpris de voir ressurgir périodiquement, à la première occasion, un débat polémique sur les titres de nos «héros», fussent-ils unanimement reconnus, des propos et des articles injurieux pour leurs mémoires ?

Le sort du général Bigeard solennellement honoré par la Nation lors du transfert de ses cendres au Mémorial des Parachutistes de Fréjus, comme un des plus admirables combattants de Dien Bien Phu, offre un nouvel exemple de cet aveugle esprit de dénigrement : cérémonie d'une immense dignité en présence de Monsieur le Président Valéry Giscard d'Estaing, de Monsieur Le Drian, Ministre de la Défense, et de toute l'armée française.

Quels que soient les attendus et la « vertueuse » indignation de Madame Suzanne Hugon, présidente de la Ligue des Droits de l'Homme à Cannes, à propos d'un hommage public à notre grand soldat, à l'exemple de maintes municipalités attachées à sa mémoire, nous n'exprimerons ici que la tristesse et l'indignation que nous inspire son hostilité, mais également notre profond dégoût de trouver sous sa « plume » des termes aussi insultants que parfaitement injustifiés.

Nous pouvons témoigner nous-mêmes de la douleur et de la révolte du général contre pareille calomnie. Mais si toute la conviction de Mme Hugon se fonde sur certaines de ces rumeurs, dont on sait le peu de valeur, qu'elle se donne tout de même la peine de lire ce que le général Bigeard, de son vivant, lorsqu'il pouvait faire face lui-même aux plus infamantes accusations, a « crié » de sa propre vérité.

Peut-être y percevra-t-elle un accent qui ne peut appartenir qu'à un authentique homme d'honneur.

Au nom de la Fondation général Bigeard, sous l'égide la Fondation de France,

La présidente
Anne Marie Quenette
Officier de la Légion d'honneur